



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation des migrants en Libye

Question au Gouvernement n° 310

Texte de la question

SITUATION DES MIGRANTS EN LIBYE

M. le président. La parole est à Mme Sereine Mauborgne, pour le groupe La République en marche.

Mme Sereine Mauborgne. Je salue l'unanimité des bancs sur la question que je vais poser. Madame la ministre chargée des affaires européennes auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, depuis 2011 et la chute du régime de Mouammar Kadhafi, il n'y a plus à proprement parler d'État en Libye. Le pays, divisé entre grandes factions rebelles et milices rivales, a sombré dans le chaos. Au milieu de ce chaos, des centaines de milliers de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile se retrouvent bloqués et parfois prisonniers de groupes armés et de passeurs. Sans détour, nous sommes en pleine tragédie, comme a pu l'évoquer la semaine dernière le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. Plusieurs spécialistes n'hésitent plus à comparer la Libye à « une sorte de camp de concentration à ciel ouvert » pour ces populations. Ceux qui peuvent témoigner décrivent un parcours terrifiant, un voyage au bout de l'enfer : enlèvements, exploitation, détentions arbitraires, viols systématiques des femmes, marchés aux esclaves, c'est l'accumulation de l'horreur sur le parcours de l'immigration.

Je salue le volontarisme de la France, engagée dans l'opération européenne Sophia en Méditerranée et à l'initiative, en juillet dernier, d'une reprise du dialogue entre les deux principaux protagonistes de la crise en Libye, M. Favez al-Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar. Notre pays va accueillir vingt-cinq premiers réfugiés, évacués de Libye par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés – HCR. Cela constitue, nous l'espérons, l'amorce d'une dynamique plus large. Comme l'a souligné le Président de la République, il est indispensable que nos alliés européens se joignent à notre mobilisation face à l'ampleur du défi humain. L'Europe doit être en mesure de déployer une réponse à la hauteur de son projet politique.

Madame la ministre, ma question est simple : quelles sont, à court et moyen terme, les actions envisagées par le Gouvernement et, plus largement, par l'Union européenne ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes. Madame la députée, j'ai dit toute l'horreur que nous inspire la tragédie qu'endurent les migrants en Libye et qu'a dénoncée le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. Notre devoir d'humanité nous commande d'agir. Avant même d'avoir connaissance du niveau d'atrocité des crimes commis par les trafiquants d'êtres humains, la France a choisi de prendre ses responsabilités. Comme vous l'avez relevé, madame la députée, l'Europe assume, au large des côtes libyennes, une mission de lutte contre les passeurs, la mission Sophia, à laquelle la France participe et qui a contribué à sauver de nombreuses vies. Mais nous savons maintenant qu'avant même de braver le danger en

traversant la Méditerranée, les migrants mettent en péril leur intégrité physique en Libye même.

Nous devons impérativement redoubler d'efforts pour stabiliser la situation en Libye et responsabiliser ceux qui y détiennent une parcelle de pouvoir. Nous parlons sans détour avec tous sur les faits que vous dénoncez. Une enquête a été annoncée, qui doit aboutir dans les meilleurs délais pour que de pareils agissements ne puissent pas rester impunis.

Nous appelons également à un renforcement des missions civiles de police déployées par l'Union européenne aux frontières sud de la Libye pour lutter contre les passeurs. Cette lutte contre les trafiquants d'êtres humains passe aussi par des sanctions européennes à leur encontre, et donc par une plus forte coopération entre nos services de police pour établir et partager les listes des individus et des réseaux qui bafouent les valeurs humaines les plus fondamentales. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Sereine Mauborgne](#)

Circonscription : Var (4^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 310

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 novembre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 novembre 2017](#)